

La diversité culturelle européenne : quel modèle adopter ?

Conférence

Présentée par Jean-Jacques de Dardel,

Ambassadeur de Suisse en France

Au Forum suisse de politique internationale,

Penthes, lundi 1er octobre 2012

La diversité culturelle européenne (titre annoncé) est un fait, une donnée. Elle ne découle pas d'un modèle qu'il nous reviendrait de proposer ou d'appliquer. En revanche, le fonctionnement harmonieux d'un ensemble culturel marqué par la diversité de ses composantes dépend bien, lui, de méthodes, de processus et de paramètres modifiables, dont certains peuvent apparaître comme meilleurs ou plus adaptés aux buts recherchés. Etant entendu que ces buts peuvent être eux aussi de nature différente :

- vise-t-on l'uniformisation, le regroupement des forces, la puissance, la domination ou la parade contre une domination extérieure, les économies d'échelle, la rationalisation des processus décisionnels,
- ou au contraire le maintien des différences, l'atomisation des entités, le respect des identités, quels que soient l'éparpillement des ressources, des facteurs de production et des centres décisionnels ?

D'emblée, je me dois de vous dire que je ne suis ni un spécialiste de l'Union européenne, ni ne me résoudrai jamais à réduire mon entendement du fait européen à la seule Union européenne, étendue soit-elle. Cette diversité culturelle européenne, je la trouve dans chacune des composantes de ce continent historique plutôt que géographique, autrefois limité par l'Oural, mais dont les acceptions politiques modernes le prolongent, au-delà de la Turquie, vers le Caucase et vers l'Asie centrale. Alors, membres de l'UE, non-membres, candidats ou justement pas... Mon propos n'est pas de définir le contenu européen de chacun, mais simplement de conceptualiser les échanges au sein d'une Europe ouverte et dépassant clairement les frontières provisoires de l'UE à 28.

Cela dit, tout en n'oubliant pas que l'essentiel se trouve dans les **cultures**, comme mode d'organisation du génie et de la créativité humaine, il sera surtout question par la suite de **langues** et de parler. Non pas que toute culture se réduise à sa seule langue – songeons à la dimension des arts visuels, de la musique, mais aussi aux rapports sociaux et à la culture politique – mais parce que les

langues différentes, leur confrontation ou leur addition sont les signes les plus tangibles et intelligibles du dialogue et des tensions entre cultures différentes.

Tournons-nous donc maintenant vers les principaux modèles exposés dans l'affiche de cette causerie, à savoir ceux de la langue unique, de la traduction et ceux d'un plurilinguisme limité ou relatif, comme modèles devant permettre un renforcement harmonieux du fonctionnement de notre continent.

Le modèle de la langue unique est de deux ordres :

- celui de la langue proprement unique, exclusive, qui a tendance non seulement à l'emporter sur les autres, mais à les supplanter et à les éliminer progressivement : c'est le cas du français depuis Napoléon dans l'aire francophone européenne (école obligatoire et généralisée, politique de sanctions à l'égard de l'usage de parlers régionaux.) C'est le cas jusqu'à il y a une génération de l'anglais aux Etats Unis, et en Australie face aux langues aborigènes, ou dans une certaine mesure de l'espagnol en Espagne avant le retour à la démocratie.
- C'est aussi le cas, par ailleurs, de la langue dominante, qui ne cherche pas à éliminer les autres langues jugées inférieures, mais qui devient l'apanage d'une élite et sans la maîtrise de laquelle l'individu ne saurait prospérer à une échelle autre qu'étroitement locale. C'est le cas du français en Belgique jusqu'à l'entre deux guerres, de l'anglais au Royaume Uni et en Irlande avant son indépendance, ou dans une moindre mesure de l'allemand ou du suédois, en Allemagne et dans la Scandinavie ancienne, sous domination suédoise. C'est aussi le cas d'une langue que les locuteurs d'un groupe dominé s'approprient pour s'élever, comme ce fut le cas du russe en Russie blanche, mais aussi du masai ou du peul dans certaines régions d'Afrique. (Hagège, Dictionnaire amoureux des langues, p. 550)

En Europe, ce modèle de langue unique est relativement récent, car il est consubstantiel de l'Etat-nation triomphant au XIXème, les grandes nations se définissant comme un ensemble cohérent uni par une langue commune. Ne nous y trompons pas : de l'antiquité à la fin du XVIIIème, les grandes langues dominantes, le grec, le latin, le français sont tout sauf uniques (« Frédéric Duval, dans Mille ans de langue française, [pp 14-15] : « César nous apprend ainsi que lorsque les Romains, en 58 av J.-C., pénétrèrent dans le camp des celtes Helvètes, ils y trouvèrent des tablettes en lettres grecques, où étaient relevés les noms de tous les émigrés, le nombre des hommes en état de porter les armes et séparément celui des vieillards, des femmes et des enfants. » ... « Marseille, « plaque tournante entre la civilisation antique et les populations établies plus au nord » (K. F. Werner), fut donc une ville au moins trilingue, où l'on pratiquait principalement le grec, le latin et le gaulois. ») Le modèle ancien est celui de la coexistence des langues, un peu partout. (Quant au français, dans nos régions, il n'a fait que se surajouter aux nombreuses langues vernaculaires. Au XVIIIème encore, aller de Paris à Genève impliquait de changer 4 à 5 fois de langues en chemin, et jusqu'aux temps napoléoniens, seule une minorité de Français parlaient le français.) Ce modèle plus moderne de langue unique est certainement très rationnel du point de vue de l'organisation de l'Etat, puisqu'il favorise une éducation et des références semblables, qu'il permet la diffusion large d'écrits pouvant toucher tout le monde, et qu'il facilite le gouvernement de l'ensemble, quelque soient les différences communautaires de base. On comprend, par exemple, que l'Inde s'est trouvée mieux unifiée par

l'usage commun de l'anglais, que l'Indonésie ait grandement bénéficié de l'introduction du Bahasa Indonesia après son indépendance, comme le castillan qui s'est imposé à l'Espagne, puis à une Amérique hispanique a permis une bien meilleure cohésion culturelle et institutionnelle de ces grands ensembles.

Venons-en au modèle de la traduction. Si le XIX^{ème} a été marqué par l'émergence des Etats-nations, le XX^{ème} siècle a été celui de l'apparition des organisations internationales, regroupant un certain nombre d'Etats désireux de coopérer dans divers domaines sur une base plus ou moins égalitaire. Plus ou moins, disais-je, car certaines organisations, ne cherchant même pas à déguiser le rapport de domination exercé par un des membres sur les autres, n'ont guère cherché non plus à favoriser la diversité linguistique. Comecon et pacte de Varsovie se sont contentés du Russe comme langue commune. D'autres, telles le Commonwealth britannique ou la Francophonie, ayant pour but de cultiver un lien commun qui s'exprime justement dans une langue donnée, se contentent par la nature des choses d'une seule langue.

En revanche, l'apparition des OI a aussi généralement été accompagnée de l'affirmation de l'équivalence de différentes langues placées sur un pied d'égalité : la SDN s'était donné trois langues officielles (F, Anglais, Esp), l'ONU en a rajouté deux autres (Russe, Chinois). L'UE reconnaît chacune des langues nationales principales de ses membres, et même l'OTAN (comme le CIO) a deux langues officielles : l'anglais et le français. Or comme en ces temps modernes de l'avènement de la démocratie, ce ne sont plus des élites sociales qui gouvernent (comme ces élites passées, polyglottes ou marquées par une langue de culture principale, ce que furent successivement le latin, le français et en quelque sorte l'anglais aujourd'hui), il fallut bien se résoudre à généraliser les traductions et les interprétations. Les écoles de traduction et d'interprétation, comme celle, si réputée, de l'Université de Genève, se mirent à fleurir, et cette branche d'activité humaine a pris une grande ampleur économique.

Le modèle de traduction présuppose précisément cela : que l'on traduise non pas seulement la parole, mais aussi les écrits. Il est donc très dispendieux, lent, peu spontané et porté au déséquilibre, les traductions écrites n'apparaissant que rarement ensemble et sans délais. Il a néanmoins le grand mérite de permettre une meilleure compréhension et une meilleure appropriation des activités et des résultats des grands ensembles qui s'y adonnent par des cercles de population beaucoup plus larges, puisqu'un bien plus grand nombre de personnes peuvent accéder aux connaissances pertinentes dans une langue qui leur est proche.

L'Union européenne est le parangon de ce modèle, puisqu'elle ne compte pas moins de 23 langues officielles, soit toutes les langues nationales principales de ses Etats membres, jusqu'au gaélique irlandais parvenu à ce statut en 2005. Mais, naturellement, cette tour de Babel se simplifie en pratique autour de trois langues de travail principales, l'anglais, le français et l'allemand. Cette coexistence de langues de travail, malgré leur nombre réduit, implique encore et toujours des traductions et interprétations constantes. C'est aussi le cas au Conseil de l'Europe où, outre les deux langues officielles (toujours l'anglais et le français), trois autres langues sont interprétées (allemand, italien, russe), sans compter les autres langues dont l'interprétation est assurée à la charge des délégations concernées. Et si l'OSCE travaille de facto en anglais, elle n'en a pas moins 6 langues officielles dans lesquelles les textes sont traduits (allemand, italien, russe et espagnol en sus). Tout

cela est inévitable mais coûte très cher. Ou plutôt, comme on serait tout aussi habilité à dire : tout cela coûte très cher, mais est indispensable.

Le troisième modèle vers lequel nous pouvons nous tourner est celui d'un plurilinguisme relatif, qui admet que chacun parle plusieurs langues, ou du moins parle sa langue et comprend bien celle des autres. (Hagège, pp 70-71) : On pourrait croire le multilinguisme répandu en Europe. Tel n'est pas vraiment le cas. (Il y eut, certes, des multilingues durant la Renaissance et l'époque classique dans la société favorisée. Mais) l'unilinguisme domine en Europe, et ce pour deux raisons. D'une part, les polyglottes les plus remarquables d'avant 1939 ont tragiquement disparu (les Juifs.) D'autre part, les langues nationales européennes ont été les enjeux historiques des affirmations identitaires, et n'ont laissé que peu d'espace aux groupes minoritaires multilingues...

Néanmoins, le plurilinguisme se retrouve naturellement dans le modèle suisse. Ce modèle demeure celui d'un plurilinguisme limité, car même au sein du corps helvétique, le plurilinguisme de fait ne s'applique qu'à deux ou trois langues : le romanche, bien que langue nationale et même partiellement officielle n'est guère compris au-delà de son aire géographique, l'italien n'est que minoritairement bien compris des autres, et le plurilinguisme officiel ne s'applique qu'à l'allemand, et moins aux dialectes alémaniques. Un plurilinguisme plus parfait en termes nationaux est à trouver au Luxembourg, où les trois langues – français, allemand et luxembourgeois – sont parlées par la grande majorité des Luxembourgeois de souche. A un autre niveau, on retrouve un plurilinguisme de fait aussi, ou semi-plurilinguisme, (ou encore compétence passive, selon Claude Hagège) en Scandinavie, du fait de la proximité des langues qui s'y parlent, hors le finnois, ou dans la péninsule ibérique, entre l'espagnol, le catalan, le galicien et le portugais.

Posons-nous maintenant la question des mérites et des inconvénients de ces trois modèles, dans une perspective continentale ou, pourquoi pas, mondiale. Au niveau mondial, justement, la langue dominante contemporaine est l'anglais. Peu importe le nombre grandissant de Chinois parlant leur Putonghua, ou mandarin moderne : les forces politiques et économiques successives de l'Angleterre, puis des Etats Unis assurent à l'anglais une position incontestée de principale langue véhiculaire à travers le monde (économie, sciences, communications).

Au niveau européen, s'il devait n'y avoir qu'une langue unique, un moyen de communication fédérateur et un modèle culturel commun, il y a fort à parier qu'il finirait aussi par converger vers l'anglais, par commodité et sous l'impulsion des pays autres que la France et l'Allemagne. Mais un tel modèle n'est en fait pas vraiment possible, du fait même des valeurs européennes. L'avènement complet de la démocratie, la culture de l'équivalence des souverainetés et la grande multiplicité des vieilles cultures européennes, régionalement dominantes ou qui l'ont été, a empêché une primauté claire de l'une ou de l'autre culture et de son support linguistique. Il faut dire que l'Europe occidentale et centrale compte plus d'une quarantaine de langues, ce à quoi s'ajoutent en Turquie et dans le Caucase 7 langues principales, sans compter plus d'une vingtaine en Russie (on parle bien de langues, pas de dialectes).

On s'est donc évité la domination d'une langue unique en Europe. La coexistence d'un nombre restreint de langues principales (anglais, français, allemand, espagnol, italien et russe) et la reconnaissance de la légitimité du maintien d'une kyrielle d'autres a clairement fait fleurir le monde de la traduction.

Pourtant, comme je suis francophone, que je vis en France de surcroît et que je me suis longtemps occupé de Francophonie, je ne cesse d'entendre autour de moi que l'anglais, encore et toujours, a tendance à s'insinuer partout et que donc la tendance à l'uniformisation par la langue unique – du moins la langue de communication unique – continue de progresser. De fait, la langue de l'internet, de Talin à Lisbonne, de Bergen à Tbilissi, la seconde langue de la plupart des jeunes, la langue des films, la langue favorite des couloirs des OI et des conférences internationales, des affaires, des voyages et des scientifiques, est bien l'anglais.

Qui critique cela ? Qui sont ces critiques et quels sont leurs arguments ? Sûrement pas les jeunes, les commerçants et les hommes d'affaires. Ce ne sont que rarement les diplomates et les internationaux. Ce sont plutôt les élites d'un certain âge, des puristes de la langue et une majorité de francophones (toutes caractéristiques dans lesquelles je me retrouve pleinement, soit dit en passant, et que je ne regarde donc certainement pas de haut !)

Que critiquent-ils ? L'appauvrissement du français (ou de leur langue maternelle) au contact de l'anglais, l'omniprésence d'anglicismes souvent inutiles. Un formatage culturel nord-américain à la faveur des médias audio-visuels et de la généralisation des modèles américains d'expression et de communication. Ils critiquent aussi, par extension, le manque de moyens alloués à la promotion de leur culture et de leur langue propre, et les menaces d'appauvrissement, voire de disparition à long terme, de celles-ci. Pour ce qui est du français, l'UNESCO et le *Times* il y a quelques années, le classaient en 9^{ème} et 11^{ème} position pour le pourcentage de ses locuteurs par rapport à la population mondiale. Mais les critiques dont nous parlons sont prompts à préciser que si l'on prend plutôt en considération la circulation des écrits, la première langue n'est plus le mandarin mais bien l'anglais, et la deuxième, le français. Le français serait aussi la deuxième langue d'enseignement à des personnes pour qui elle n'est pas la langue maternelle. (Alain Rey, Mille ans de langue française, p. 1288)

Ils proclament alors les vertus de la Francophonie – dont ils diront facilement qu'elle vise aussi à préserver les autres langues contre l'emprise de l'anglais – comme ils en appellent à la défense et l'illustration de la langue française, en invoquant Rivarol et son « discours sur l'universalité de la langue française », Bossuet ou Boileau – quand ce n'est pas Vauban ou Maginot – et font bloc derrière l'Académie française et l'audio-visuel extérieur franco-français. Ils invoquent l'exception culturelle, ce protectionnisme économique-culturel censé protéger la création non-anglo-saxonne au mieux, ou francophone et surtout française dans la plupart des cas.

Je pense, pour ma part, que ces thuriféraires du français ont souvent raison, mais pour de mauvaises raisons ! Ils ont raison, car il est vrai que l'anglais est dominant, que Halloween n'apporte rien au fonds culturel européen, que les fritures du fastfood à l'américaine peuvent être dangereuses pour la santé, ils ont raison parce qu'un tout-à-l'anglais est réducteur et que le recours exagéré à des anglicismes mal assimilés détourne du développement de sa propre capacité linguistique, et donc de sa capacité de s'exprimer et de penser de manière complexe.

Mais à l'inverse, ils ont de mauvaises raisons, ou, mieux dit, ils ont tort de ne prendre le problème que par leur bout. Car ces critiques et ces angoisses sont souvent egocentriques et occultent des faiblesses propres qu'on ferait mieux de reconnaître et de réparer. Il n'est en effet de plus grand critique de l'anglais ou de l'anglo-américain que l'unilingue peu doué pour les langues étrangères. Avec Alain Rey, le rédacteur en chef du dictionnaire Le Robert, je rappellerai que les puristes de la langue française en ont fait « un objet précieux, mais fragile et fictif. En lui soumettant tout autre idiome sur un territoire défini par la politique, on l'a isolée artificiellement des contacts naturels, universels entre langues différentes. Ses locuteurs, en perfectionnant leur usage du français, sont devenus les orphelins de Babel. » [p. 1317] Mais, pour faire bonne mesure, l'on ajoutera : « Ils ne sont pas seuls à l'être : nombre d'anglophones, d'hispanophones ignorent d'autres langues que la leur. Comme beaucoup parmi les francophones de France – car les autres sont tous dans la conscience d'autres langues – ils vivent dans une bulle. » Ces mêmes opposants à l'anglais s'accommoderaient fort bien d'une domination universelle du français, qui viendrait commodément leur permettre toujours et en tous lieux de bien se faire comprendre dans leur langue maternelle – une situation toujours commode pour dominer insidieusement son vis-à-vis moins à l'aise dans la langue d'expression commune.

Serais-je en train de critiquer à outrance les Français et les francophones ? Non, que nenni. D'abord parce qu'ils sont nombreux, tout de même, à tenter d'apprendre une autre langue, à s'intéresser de plus en plus à l'anglais et à s'en servir tant bien que mal. Non, aussi, parce que la critique vaut au moins autant, sinon plus, pour les anglophones à travers le monde, qui sont si nombreux à se complaire dans leur avantage linguistique relatif et donc à ne pas s'intéresser aux langues, aux cultures, aux idiosyncrasies et aux manières de penser des autres.

Comprenons-le : tout dominant use de sa force, tend à en abuser et ce faisant s'abuse soi-même. Car sa capacité à comprendre les autres – ses alliés comme ses adversaires, ses subordonnés, ses chefs, ses partenaires ou ses concurrents – ne se développe guère. Tandis que le monde du polyglotte et du multiculturel s'élargit, celui du monolingue se rétrécit insensiblement. A la longue, l'avantage comparatif de la prééminence et de la puissance s'amenuise, tandis que le dominé d'antan, à force de créativité favorisée par son bi- ou multilinguisme, avance jusqu'à dépasser la tutelle de naguère. Observez les Flamands de Belgique... Qui, de l'Occident ou de la Chine, marque aujourd'hui le plus de points en apprenant la langue de l'autre ?

Vous comprendrez donc que dans un monde et une Europe plus égalitaire entre les nations que ce n'était le cas au XIXème, je pense qu'une langue dominante, un peu paradoxalement, profite surtout à ceux qui n'en sont pas locuteurs premiers, pour autant que ceux-ci maintiennent leur maîtrise de leur culture et de leur langue propre. En d'autres termes, l'apprentissage d'une ou de plusieurs langues de culture additionnelles profite à ceux qui s'y sentent contraints, tandis que les natifs de la langue dominante doivent éviter le piège de la facilité s'ils veulent continuer à se développer eux-mêmes.

Voilà donc qui nous mène tout naturellement au modèle du plurilinguisme, dont vous comprendrez que je le privilégie – en fait et en théorie. Un modèle qui abonde justement dans la ville si internationale qu'est Genève, (ancien foyer, avec Lyon, du franco-provençal, une des trois langues néo-latines qui se sont développées sur le territoire de la Gaule, avec les langues d'oc et d'oïl.)

Comme il est celui de la Suisse quadrilingue, peuplée qui plus est d'un quart d'étrangers. Est-ce à dire alors que d'une manière complaisante et prévisible, le Suisse que je suis se facilite la réflexion en glosant sur les autres dans le but insidieux de vanter le modèle suisse ? Moins qu'il n'y paraît, à vrai dire, et ce pour deux raisons, liées aux imperfections visibles et moins évidentes du modèle suisse.

Tout d'abord, vous savez qu'en Suisse, les emballages sont tous trilingues, tout est parfait, les élites sont censées savoir le français, l'anglais est généralisé et nous vivons de notre réputation de polyglottes. Mais en fait, la polyglossie du pays ne se traduit pas autant en termes de polyglottisme individuel qu'on ne le pense. Les Romands parlent mal l'allemand et peu l'italien. Les Alémaniques s'intéressent et apprennent de moins en moins le français et continuent de peiner en bon allemand. Les Tessinois s'en tirent nettement mieux, mais pestent contre les invasions de touristes germaniques, tout en s'éloignant en fait des Romands.

En revanche, le gros avantage du modèle suisse est d'inciter assez tôt dans la vie à apprendre au moins une des deux autres langues nationales – et l'anglais en sus, naturellement, puisque le Suisse est tourné sur le monde, voyage beaucoup, interagit avec de grands nombres d'étrangers chez lui-même, et est fortement connecté aux courants d'échange et à l'internet. Le modèle suisse a encore ceci de favorable à la communication et à l'épanouissement de chacun qu'il favorise l'usage de la langue maternelle en réunion, qu'il est plutôt économe en traductions (sauf impératifs législatifs) et donc relativement peu coûteux.

Mais notre système n'est pas parfait : paradoxalement, malgré ses avantages comparatifs, notre modèle ne favorise pas le bilinguisme. L'enseignement obéit aux impératifs (parfaitement légitimes, au demeurant) de la territorialité des langues, et il n'a de ce fait longtemps pas du tout favorisé les études bilingues. L'apprentissage de l'autre langue nationale ne bénéficie que peu de la polyglossie nationale, les méthodes d'apprentissage n'ont guère bénéficié de l'esprit créatif et innovant qui pourtant nous place par ailleurs en tête des palmarès internationaux, et l'usage triomphant des dialectes alémaniques finit par être plus aliénant pour tous que favorable au polyglottisme.

Deuxième critique du système, j'oserais dire que malgré la recherche constante d'équilibres et le respect indubitable des identités de chacun au sein du corps social helvétique, le rapport dominant/dominé n'a pas été éliminé en Suisse. C'est en soi assez normal, dans un pays où la majorité alémanique atteint les 70%. Certes, vu nos manières politiques, notre démocratie directe, les identités cantonales fortes, la pression exercée par la communauté dominante est très relative, voire discrète et peu intrusive. Mais là où le bât blesse, c'est que le regard satisfait et patriotique porté sur notre système multi-minoritaire, sur la prévalence de nos différences acceptées et notre égalitarisme démocratique tend à occulter, par autosatisfaction, le fait que la pensée germanique domine clairement les rouages de la Confédération. Je dirai que ce n'est pas tant le fait que cela soit comme ça qui est critiquable, que le fait qu'on ne veut pas s'en apercevoir et qu'une partie du monde alémanique glisse régulièrement dans une forme d'auto-complaisance plutôt hautaine. Le phénomène a beau être marginal en comparaison internationale, il sert cependant à démontrer que les démons de la domination et de l'auto-centrisme sont partout présents.

Il n'empêche. Malgré les imperfections constatées, le modèle du plurilinguisme, dont la Suisse demeure un bon élève, est bien celui qui a le plus d'avenir, en Europe comme ailleurs dans le monde. Bien sûr, notre continent est travaillé par deux mouvements contraires : unification-normalisation, d'une part ; diversification-variation, de l'autre. La France en donne un exemple probant : (Rey, pp.

1313-1314) « au XIX^{ème} siècle, les Français se sont crus unilingues, alors même qu'ils avaient d'autres usages maternels, tant la pression sociale et culturelle du français central était forte. Mais l'unilinguisme, comme la norme et son bon usage unitaire, est un projet ou une illusion. Le réel du langage est autre ». Dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, deux correctifs sont venus modifier le cours des choses, l'un culturel et volontaire – la valorisation des langues régionales (breton, alsacien, occitan, basque, catalan, corse), l'autre fonctionnel et subi, celui de l'immigration de langues d'ailleurs (italien, espagnol, arabe, turc, créole, langues africaines...) « Comme si un équilibre multilingue tendait à se rétablir quand il s'est par trop appauvri. »

Le phénomène paraît général, comme l'atteste le retour de l'espagnol aux Etats Unis, le catalan en Espagne, la différenciation des langues de l'ancienne Yougoslavie. Le multilinguisme est donc de retour. Pourtant, des tendances inverses sont aussi à l'œuvre. Dans les institutions européennes, chacun milite pour sa propre langue et lorsqu'elle n'a pas l'importance relative requise, est tenté par la solution de facilité : une seule langue de communication, l'anglais bien sûr.

Mais cette attirance pour l'anglais, de la part, souvent, de locuteurs d'autres grandes langues maternelles ou secondes (le russe, le serbe, voire l'allemand ou les langues scandinaves) prouve l'avènement du multilinguisme, plutôt qu'il ne réplique l'avènement d'une langue unique. De plus, au fur et à mesure de l'élévation du niveau d'éducation, l'apprentissage précoce des langues se répand. Sans parler de bilinguisme, on peut constater qu'un certain polyglottisme – un polyglottisme partiel, dirais-je – est en hausse. Les jeunes élites, surtout celles qui sont encore en formation, ne conçoivent plus leur insertion professionnelle sans une maîtrise au moins opérationnelle d'une ou de plusieurs autres langues que la leur, importante soit-elle. De ce point de vue, le rôle de l'anglais et son emprise sur les moyens de communication électroniques et internationaux a servi d'aiguillon. Car plus tôt l'esprit s'éveille à la pratique d'autres langues, mieux le cerveau se forme à l'apprentissage d'autres idiomes – le seuil fatidique, reconnu médicalement, se situant vers les onze ans. Par ailleurs, en parlant de l'effet de la pratique de plusieurs langues sur la multiplication de synapses et l'enrichissement précoce du cerveau, nous noterons aussi que le polyglottisme favorise la souplesse et l'agilité de la pensée, comme il a tendance à amoindrir certains préjugés en accentuant une pensée rationnelle. Ce n'est certes pas la potion miracle du Docteur Pangloss, mais c'est bien un adjuvant tonique au bénéfice de l'intellect.

L'Europe, dont le niveau d'éducation est et demeure élevé – sans encore passer par les pressions outrancièrement contraignantes inhérentes à certaines cultures asiatiques – se dirige lentement vers un plurilinguisme mieux partagé. Ce faisant, le continent tourne progressivement la page des nationalismes linguistiques, des affirmations identitaires combatives et exclusives, pour s'ouvrir aux bienfaits de la communication intensive et la prise de conscience des avantages comparatifs de l'autre. Les jeunes universitaires ne se contentent plus d'une langue étrangère ou de deux. Il leur en faut plusieurs et la mobilité étudiante, enfin passée dans les mœurs, le leur permet. La constante présentation de statistiques comparées dans la presse, surtout au niveau de l'UE, la mondialisation de l'information, la facilitation des voyages et déplacements par la densification des réseaux ferrés et la généralisation des compagnies *low cost*, tout ceci resserre la trame européenne, tout comme les déplacements de population permis par les accords de libre circulation des personnes.

Suffit-il alors de laisser faire, et d'attendre que les générations montantes, devenues plurilingues, revitalisent la diversité culturelle en s'éduquant l'esprit d'influences croisées ? Le temps est encore

long, les rigidités nombreuses, et les couches défavorisées moins à même de profiter de cette ouverture si on ne les incite pas. Ce qu'on peut alors appeler de nos vœux – en guise de conclusion – ce sont trois éléments interactifs devant renforcer le potentiel de la diversité culturelle européenne :

- Une prise de conscience de chacun que le monolinguisme n'est en tout état de cause plus adapté aux évolutions du monde.
- Une compréhension du fait que le bi- ou plurilinguisme favorisé dès le plus jeune âge est le meilleur garant d'ouverture d'esprit et d'insertion sociale et professionnelle.
- Une action généralisée des pouvoirs publics et des organisations européennes pour favoriser l'apprentissage précoce des langues, tout comme les échanges en cours d'études – la découverte d'autres cultures en période de formation intellectuelle modifiant plus que proportionnellement la compréhension et l'acceptation des autres, tout autant que la compréhension de soi et l'esprit critique.

Enfin, une remarque finale, non pas programmatique, mais référentielle. J'ai été, au début de ma carrière, invité par une grande entreprise suisse à participer à des jeux de rôles en matière de gestion d'entreprises : il s'agissait de simulations pointues, dressant de multiples équipes les unes contre les autres. Nous traitions de l'évolution de l'entreprise, des marchés, des relations internationales, de problèmes d'approvisionnement, de catastrophes, de changements de paramètres, de rapports sociaux, etc. Deux jours durant, notre équipe a beaucoup négocié en son sein, et a constamment appliqué des demi-mesures, des compromis, des orientations réversibles, des gambits mesurés. Deux esprits leaders complémentaires, quelques suiveurs actifs. Au vu de nos hésitations et de nos résultats plutôt médiocres, nous n'étions pas très fiers de nous. Mais au moment de la proclamation des résultats, on nous a annoncé non pas que nous avions gagné, mais que nous avions à vrai dire proprement triomphé. Jamais, nous a-t-on dit, depuis que l'on pratiquait ces simulations dans ce centre de formation, une équipe n'avait aussi franchement pris l'avantage sur les autres, une grande majorité de nos résultats se révélant en fin de compte être plus ou moins en tête, même si d'autres groupes nous devançaient parfois nettement dans tel ou tel domaine. J'en ai retenu une leçon plus modeste qu'il n'y paraît : la performance globale semble dopée non pas par des choix clairs et nets en toutes circonstances, mais au contraire par des dosages prudents, des hardiesses contrôlées et des compromis plus ou moins satisfaisants. C'est naturellement ce que je préconise en matière de politique linguistique et de diversité culturelle !